

QUE SE PASSE-T-IL DONC

A L'UNIVERSITÉ DE BREST?

L'Université de Brest, de temps en temps, fait parler d'elle dans la presse locale, et même nationale. Dernièrement, l'affaire Quesnel l'a remise sur la sellette. On pourrait parfois se demander si Brest est une ville universitaire comme les autres.

L'université de Brest présente la particularité de compter plus de 30% de fils d'ouvriers et de paysans, ce qui est très largement supérieur à la moyenne française. Cela veut-il dire que la sélection sociale y est moins importante? Non, car en fait, beaucoup de jeunes, ne trouvant pas d'emploi dans la région, continuent leurs études au delà du bac, dans l'espoir de décrocher un diplôme d'ailleurs de plus en plus inutilisable. Ce phénomène tend à masquer le chômage, plus fort dans la région, plutôt qu'à démentir la sélection sociale. Mais cette composition du milieu étudiant brestoïse a des répercussions profondes dans le comportement politique dudit milieu.

Avant d'aborder cette question, voyons ce qui se passe du côté des enseignants, car beaucoup prétendent gérer démocratiquement l'Université, et enrayer la sélection sociale.

DES ENSEIGNANTS QUI RÊVENT D'UNE UNIVERSITÉ DEMOCRATIQUE

L'affaire Quesnel a opposé deux conceptions de l'Université:

D'un côté, la conception réactionnaire, incarnée par la grande majorité des mandarins. Son rêve: une université élitiste, gardienne de la culture bourgeoise, mais dont "les rapports avec le monde économique vont se développer" (Berest). C'est à dire une Université quand même un peu dépoussiérée pour être mise au service direct du patronat.

Déjà la CSF avait obtenu la construction de l'ENIB, (qu'elle abandonne de plus en plus) pour s'installer à Brest.

Déjà Chaise, directeur de l'IUT membre du CDR, fait tout son possible pour offrir à ses amis industriels une main d'oeuvre des plus dociles.

La Marine Nationale y foure également son nez, en exploitant les recherches les plus intéressantes, et en empêchant celles qui pourraient la gêner. (pollution)

De l'autre côté, un projet "d'Université démocratique" libérale, telle que la promet le programme commun. Ce projet est incarné par le SNES-SUP, le PCF y trouvant des alliés du type de

Quesnel, doyen de la fac de lettres. (Ce qui est bien rare chez les doyens!)

En rongeant jusqu'à la moelle l'os de la participation, ils prétendent rendre service aux étudiants. Ils vont même jusqu'à se vanter d'ouvrir l'Université à la police et aux banques, par l'intermédiaire du Centre de Préparation aux concours administratifs!.

Il n'est donc pas question de trop remettre en cause le contenu idéologique de l'enseignement, ni encore moins sa finalité sur le "marché du travail".

Le malheur pour eux, c'est que cette conception est quand même un peu trop gênante pour le patronat. C'est pourquoi le conseil restreint, courrois de transmission du ministère, s'acharne à tirer dans les pattes du SNES-SUP, surtout quand il y a en plus des rivalités personnelles en jeu...

Non et Lestoquoy avaient déjà eu chaud en 71... Quand les réformistes finiront-ils par comprendre que les Conseils de gestion ne sont que des os que la bourgeoisie leur donne à ronger, de peur qu'ils ne soient contraints de constater que l'université bourgeoise ne peut être réformée, qu'elle ne peut pas